

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 237 - JEUDI 6 OCTOBRE 1977 3 F

hebdomadaire



hebdo
N°1

Editorial

Voici le premier numéro du Monde Libertaire Hebdo ! - Enfin, serions-nous tentés de nous écrier ! Ce Monde Libertaire Hebdo a une histoire. L'histoire de la patience, de la volonté, de la confiance. Une Histoire d'amour ! Pour construire cet outil indispensable à la propagande anarchiste, il fallait de l'argent, beaucoup d'argent ! Nos lecteurs nous ont donné cet argent, ce qui est une marque inestimable de confiance envers les militants qui animent nos groupes, qui administrent notre Fédération, qui confectionnent le journal. Une réponse également aux chiens qui suivent la caravane en aboyant ! Oui ce numéro du Monde Libertaire Hebdo est l'histoire de la patience de ceux qui ont souscrit depuis plus d'un an et que nous avons tenu informés, mois après mois, de la lente mais irrésistible progression permettant de réaliser le projet que nous leur avions soumis. L'histoire de la volonté de nos militants, mobilisés pour répandre, sous toutes ses formes la propagande nécessaire à la diffusion du journal. L'histoire de la ténacité d'une administration décidée à mettre le Monde Libertaire Hebdo à l'abri des fluctuations politiques et des contraintes idéologiques que les gouvernements et les partis politiques font peser sur la presse d'opinion !

Voici le premier numéro du Monde Libertaire Hebdo, un journal libre, ne devant rien aux fonds secrets qui alimentent des feuilles dites révolutionnaires à la solde des idéologies et des Etats impérialistes camouflés sous l'étiquette marxiste voire gauchiste ! Un journal qui a su, grâce à ses méthodes de fabrication, se mettre à l'abri du chantage permanent des "cellulars" qui ont envahi la corporation du Livre. Un Monde Libertaire Hebdo, pour quoi faire ?

La société est en train de changer, l'économie est en crise, les politiciens aux abois se déchirent. Il y a un an l'euphorie régnait dans ce monde politique traditionnel. La droite misait sur le plan Barre pour sortir de la crise, la gauche sur le programme commun pour parvenir au pouvoir. Nous écrivions alors dans notre journal, qui n'était encore qu'un mensuel que la crise qui secouait le pays n'était pas une crise d'adaptation aux évolutions de l'économie, mais une crise du régime lui-même. Que celui-ci était en train de crever de la prise de conscience des pays pauvres possédant des richesses naturelles, de leur exploitation par les pays riches et que le plan Barre pas plus que le plan Rocard ne changerait quelque chose, qu'aucune greffe ne prendrait sur le corps d'un système usé jusqu'à la corde. Aujourd'hui le plan Barre a échoué, le programme commun a volé en éclats. Ni l'un ni l'autre n'ont pu résister aux contradictions qui contractent la société capitaliste. Et c'est pour dire ça, en serrant au plus près et de façon concrète les luttes quotidiennes des femmes et des hommes contre l'exploitation de classe, que le Monde Libertaire Hebdo était devenu une nécessité !

Le Monde Libertaire Hebdo, organe de la Fédération Anarchiste sera attentif aux mouvements de son temps. Ses préoccupations dépassent le cadre de la nation. Il réaffirmera sa vocation internationaliste. Il sera sans indulgence pour tous ces petits requins de la politique-fiction, qui attendent avec impatience de prendre la place des politiciens chevronnés qui occupent l'avant-scène ! Il sera présent dans toutes les luttes que livrent les femmes et les hommes de notre temps, pour desserrer le carcan qui les tient à la gorge depuis l'origine. Il sera présent et participera au combat pacifiste, anti-clérical, syndical, écologique, auto-gestionnaire. Il combattra pour que la liberté, l'égalité, la fraternité descendent du frontispice des monuments officiels, pour se répandre dans la vie quotidienne.

LES POLITICIENS DISCUTENT LES CONFLITS CONTINUENT...



Mais les militants de la Fédération Anarchiste ne se font aucune illusion sur la densité des réformes susceptibles d'être arrachées à la société de classe. Lutter pour les obtenir a l'avantage d'éclairer les populations et de démontrer que leur limite est tracée par la volonté pour le capitaliste de continuer à exister. Et c'est la raison pour laquelle le Monde Libertaire Hebdo, comme le fut avant lui le Monde Libertaire Mensuel, sera un journal révolutionnaire dont le but est une société sans classe, sans autorité, sans Etats, dont l'objectif immédiat consistera à détruire l'économie du profit et la morale judéo-chrétienne qui la justifie.

La tâche sera rude ! Le Monde Libertaire Hebdo la mènera sans défaillance avec l'aide de ses lecteurs qui sont à l'origine de sa parution. C'est eux et eux seuls qui peuvent en faire le grand journal du mouvement ouvrier français. Nous comptons sur eux, ils peuvent compter sur nous. Au bout d'un chemin dont personne ne peut mesurer les difficultés ni la longueur, c'est la révolution socialiste libertaire qui reste le but que collectivement nous nous fixons.

au sommaire,

**Droite et gauche
à la conquête du pouvoir
Terrorisme en RFA
Les nationalisations
Lutte dans le Marais**

Le M.L. hebdo est né de l'effort financier de ses lecteurs, il se développera grâce à leur vigilance !

FOP 2520

Activités de la Fédération Anarchiste

Groupes

PROVINCE

- AIN : OYONNAX
- ALLIER : 1) MONTLUÇON
2) MOULINS
- ALPES DE HTE-PROVENCE : SISTERON
- ALPES-MARITIMES : NICE
- AUDE : NARBONNE
- B.-D.-R. : MARSEILLE
- CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
- COTES DU NORD : GUINGAMP
- DORDOGNE : PERIGUEUX
- DOUBS : BESANÇON
- GIROUDE : BORDEAUX
- ILLE-ET-VILAINE : RENNES
- INDRE-ET-LOIRE : TOURS
- ISERE : BOURGOIN
- LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
- LOT-ET-GARONNE : FUMEL
- MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
- MORBIHAN : LORIENT
- NIÈVRE : NEVERS
- NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
- PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
- RHONE : LYON
- SARTHE : LE MANS
- SAVOIE : ANNECY
- SEINE-MARITIME : LE HAVRE
- SOMME : AMIENS
- VAR : REGION TOULONNAISE
- YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
- HAUTE-VIENNE : LIMOGES
- BELGIQUE : SUD-LUXEMBOURG

REGION PARISIENNE

- PARIS : 9 groupes répartis dans les arrondissements : 2°, 5°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.
- BANLIEUE SUD :
 - 1) FRESNES-ANTONY
 - 2) GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - 3) VANVES-MALAKOFF-MONTROUGE
 - 4) MASSY-PALAISEAU
 - 5) ORSAY - BURES
 - 6) SAVIGNY-SUR-ORGE
 - 7) CORBEIL-ESSONNES
 - 8) BRUNOY et LIAISON SEINE-ET-MARNE
- BANLIEUE EST : GAGNY - NEUILLY-SUR-MARNE - CHELLES
- BANLIEUE OUEST : GROUPE DES YVELINES
- BANLIEUE NORD :
 - 1) AULNAY - SEVRAN
 - 2) NORD DES HAUTS-DE-SEINE
 - 3) ANSIERES
- GROUPES D'ENTREPRISE
 - LIAISON DES POSTIERS (édité Gestion Directe)
 - LIAISON DES CHEMINOTS (édité Vote Libre)
 - LIAISON DU LIVRE
 - GROUPE BNP PARIS
- LIAISONS

De l'AINES, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Châteaudun, Chartres, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, Nantes, Vendôme, Blois, Coutances, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Nord de la Haute-Vienne.

Directeur de la Publication : **Maurice LAISANT**
Commission paritaire : n° 55635
Imprimerie du Chèque
93100 Montreuil
Dépôt légal : 44.149 1^{er} trimestre 77
Diffusion SAEM Transport presse
Routage 205 - Publi routage

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES
PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

VENTES DU M.L. A TOULON :
— tous les samedis après-midi au cercle J. Rostand (L.P.), rue Montebello, ex-caserne Lamer (derrière la gare) ; vente également de livres et brochures ;
— tous les dimanches aux PUCES de 10 à 12 h.
TOULON :
samedi 15 octobre 77
17 h 30
Projection d'un petit film "Golfech mon amour" suivi d'un débat sur l'énergie nucléaire.
Salle du cercle Jean Rostand (L.P.), rue Montebello, ex-caserne Lamer (derrière la gare).

Le Groupe Libertaire Louise Michel organise en son local 10, rue Robert-Planquette - Paris 18e
le samedi 8 octobre un colloque-débat
POURQUOI LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE ?
par Thyde Rosell
DAX
Le groupe libertaire en formation présente le film **SACCO ET VANZETTI** suivi d'un débat
le mardi 11 octobre 1977 à 21 h 00 à l'ATRIUM CASINO

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS - Tél. : 805.34.08
C.C.P. 11289-15 M Paris
ABONNEMENT : PUBLICO

Envoi normal	Sous pli fermé	Etranger
1 an 52 n°s 125 F	210 F	150 F
9 mois 39 n°s 95 F	160 F	115 F
6 mois 26 n°s 65 F	110 F	80 F
3 mois 13 n°s 35 F	55 F	40 F

Changement d'adresse : 4 F en timbres

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Code postal :

A partir du numéro inclus
 Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :
 Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

Pour tout changement d'adresse joindre la dernière bande et un franc en timbres.

MEETING A FRESNES... "LES ANARCHISTES ET 78" !

Ce vendredi 23 septembre, c'est une salle pleine qui était venue participer au meeting-débat organisé à Fresnes par le groupe libertaire Fresnes-Antony.

Le sujet était brûlant : "Les anarchistes et 78". Les six camarades qui composaient la tribune ont donc dû, pour traiter le plus complètement possible le sujet, analyser la crise économique qui secoue actuellement notre société et démontrer que les politiciens de droite, de gauche, d'extrême-gauche ou écologiste ne pouvaient rien changer à la situation sociale actuelle.

Comment les absolutistes, les socialistes autoritaires, les doctrinaires ou les démagogues pourraient-ils changer quoi que ce soit alors que tous, quels qu'ils soient, ne visent qu'à nous exploiter, nous qui ne serons jamais que des travailleurs, par l'autorité de l'Etat !

"Donnez-nous droit de vie et de mort sur vos personnes et, sur vos biens, et nous vous ferons libres !... Il y a plus de six mille ans que les rois et les prêtres nous répètent cela... L'homme une fois parvenu à l'âge de maturité, le gouvernement et les partis doivent disparaître (1) !

Six mille ans ne nous suffisent-ils pas ? Existe-t-il encore quelque utopiste pour croire qu'un quelconque gouvernement puisse être Révolutionnaire, puisse réellement changer fondamentalement l'ordre social ? Nous espérons que tous ceux qui ont écouté et discuté au cours de cette soirée sont repartis sûrs de l'idée que "seul le peuple peut SE révolutionner... et que si quelque fois les gouvernants ont suivi l'initiative populaire, ça n'a été que contraints et forcés (1) ; que notre rôle, en tant qu'anarchistes, en tant

que révolutionnaires tout simplement, n'est pas de suivre aveuglément les dires d'un bureau ou de futurs présidents, mais de rechercher, là où nous vivons, la faille qui pourra faire basculer la société vers le progrès, vers la Révolution Libertaire.

Comment celui qui n'a pas cette démarche peut-il se dire Révolutionnaire ? Comment peut-il seulement se dire progressiste puisqu'il ne fait qu'accepter l'ordre social établi sur l'autorité gouvernementale en ne changeant que les têtes des gouvernants, des dictateurs !

La mascarade électorale est commencée !

La droite se fait la plus silencieuse possible et tente d'élaborer une charte entre les partis. Laissons la gauche s'épuiser à faire notre propagande en s'opposant, semble-t-elle penser, nous surgirons le moment venu !

Que lui reprocher si elle remporte les prochaines élections ? Voici plus de vingt ans qu'elle gouverne sans arrêt ; elle nous a prouvé son incapacité. On ne peut plus aujourd'hui prétendre s'être trompé sur son compte. Nous savons pertinemment qu'après le vote ce seront les cadences qui resurgiront quotidiennement.

La gauche, quant à elle, fait mine de s'entre-déchirer de telle façon qu'en cas de VICTOIRE ELECTORALE (toujours possible), personne ne sera responsable de L'ECHEC SOCIAL. Les communistes rejettent la faute sur les socialistes, les socialistes sur les communistes et les radicaux sur les deux autres.

Quel beau programme en perspective : crise, chômage, exploitation continueront et personne n'en sera responsable ! Mais d'ailleurs, qu'espé-

rer d'un programme basé sur la hiérarchie ? La hiérarchie, qu'elle soit de 1 à 5 ou de 1 à 1.000, c'est toujours la hiérarchie, c'est toujours l'inégalité. Qu'espérer d'un programme basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme ? Les nationalisations ne font que déplacer le patron qui d'individu devient Etat ; elles ne le remettent pas en cause ! Les luttes qu'ont dû mener nos camarades des postes pour l'amélioration de leurs conditions salariales et de travail dans une entreprise nationalisée, en sont la preuve.

Les petits partis extrémistes, eux, comme toujours, après avoir fait entendre leurs gazouillis, se désisteront en faveur de leurs grands frères.

Ça fait cent fois que l'on voit le même film à la télé ! Ils pourraient changer, non ?

Aujourd'hui les demi-mesures ne sont plus à l'ordre du jour. Ce n'est pas en faisant une confiance aveugle aux chefs de partis, comme autrefois on faisait pour la religion ; ce n'est pas en allant un dimanche après-midi placer un papier dans une urne que la société d'inégalité, d'injustice et de compétition s'en trouvera changée. Il nous faut aujourd'hui construire et développer l'organisation révolutionnaire qui saura épauler une révolution sociale inévitable et nécessaire.

Le Monde LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE que nous avons entre les mains aujourd'hui en est une des armes ; sachons tous ensemble nous en servir !

Groupe Libertaire Fresnes-Antony

(1) Proudhon : Confessions d'un Révolutionnaire - 1849.

LE MONDE NOUVEAU
Pierre Besnard
Prix : 15 F

Propagande pour l'Hebdo
Un autocollant annonçant l'existence de l'Hebdomadaire est disponible à Publico au prix de 0,10 F l'exemplaire

La liaison des Travailleurs Anarchistes des P.T.T. éditée
GESTION DIRECTE
En vente à Publico 0,50 F

La Liaison des Cheminots de la Fédération Anarchiste éditée
VOIE LIBRE
En vente à Publico 0,50 F

Le Groupe Voline a édité
LES COMMUNISTES-ANARCHISTES ET LA FEMME
Prix : 4,50 F

Bibliothèque Anarchiste
LA CONQUETE DU PAIN
P. Kropotkine
LA PILULE OU LA BOMBE
M. Laisant
Prix : 21 F

LE SABOTAGE
Emile Pouget
Editions : La Cheville Ouvrière
En vente à Publico : 8 F

NOTRE PROGRAMME
E. Malatesta
Prix : 3 F

ACHETEZ "LE MONDE LIBERTAIRE HEBDO" CHAQUE SEMAINE AU MEME ENDROIT

SOUSCRIPTION AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE
L'effort se poursuit pour équilibrer notre budget. La parution de ce premier numéro est le départ d'une longue série, d'un combat, qui fera taire nos détracteurs dont l'idéologie est dévolée par les moyens abjects qu'ils utilisent.
Le Monde libertaire doit être un grand journal dans la presse Libertaire d'opinion, c'est vous qui le construisez en le soutenant.
Les Administrateurs

Abonnement de soutien - 1 an : 200 F et souscription.
C.C.P. Librairie Publico 1128915 M Paris.
Adressé à Publico - 3, rue Ternaux - 75011 Paris.

Groupe AULNAY-SEVRAN	500	Groupe JACOB	590
RICHARD	100	FRED	20
JEAN-LUC	100	MACHIN	200
TEYSSIER	20	Groupe ORSAY	250
BERRAUD	34	Groupe FRESNES-ANTONY	1.500
POIRIER	50	CORNIC	65
MENY	50	AUZANNEAU	65
Groupe VOLINE	500	MISTON	100
LEFEVRE	200	SERET	150
ANONYME (PLU)	100	Groupe MALATESTA	200
ANONYME	30	Groupe E. VARLIN	350
PATRICK et ALAIN	250	Groupe GAGNY	517
LOPEZ	20	RIVRAIN	81
VERSCHEURE	75	PATRICK	40
LOPEZ	17	CLAUDE	93
Groupe E. VARLIN	570	Groupe BORDEAUX	890
Groupe TOULON	300	Symp. E. GOLDMAN	10
ROSSIAND	7	PUBLICO	510
Groupe des YVELINES	200	ABONNEMENTS	13.000
Groupe OYONNAX	170	TOTAL	22.454
Groupe B.N.P.	400	MOIS PRECEDENTS	248.768
MILLOT	100		
RICHARD	100	TOTAL GENERAL	271.222

“Plus de ciment pour Malville”

Dans la nuit du 12 au 13 septembre 77, de violentes explosions se produisent dans une galerie exploitée par les cimenteries Vicat, entre Bouvesse et Montalieu, dans l'Isère. Les dégâts sont importants, un atelier est détruit, et des pièces d'une chargeuse sont trouvées à plus de 30 mètres de l'endroit où l'engin était stationné.

On peut lire sur les murs du réfectoire des ouvriers, les inscriptions : “plus de ciment pour Malville”, “non au nucléaire”. Un groupe anti-nucléaire téléphonique au quotidien régional “Le Dauphiné Libéré” pour revendiquer cet attentat. Aussitôt, c'est le tollé général. L'indignation de l'A.P.A.F. (association des entreprises de l'Isère) n'est certes pas pour nous surprendre ; au nom de la défense du droit à la propriété privée, ON conspu les “agitateurs”, les “fauteurs de désordre”, les “ennemis de l'Etat, du gouvernement et de la société”, ON va même jusqu'à tenter de “blanchir” les milices factieuses, “injustement accusées” (sic) d'être les responsables de la destruction des locaux C.F.D.T. de la Bourse du Travail de Grenoble, en avril dernier. “ON”, ce sont les patrons et leurs mercenaires, bien sûr, vous l'aviez deviné.

Hélas, les serviteurs du CAPITAL ne sont pas les seuls à réagir vigoureusement au communiqué du comité Malville, qui invoque la “légitime défense” et approuve le sabotage contre la carrière Vicat. La C.G.T. et le P.C.F. ne sont pas en reste. Ils dénoncent à nouveau “les appels à la destruction de Malville” et “les groupes minoritaires agissant sous couvert de motivations écologiques”.

Ils exigent même “que les auteurs du plasticage et les motifs de leurs agissements soient sévèrement condamnés”.

L'Union Départementale F.O. tient à peu près le même langage répressif. A la C.F.D.T., on ne dit rien... pour l'instant.

Pour la C.G.T., qui fustige les “idées rétrogrades” des anti-nucléaires, (on est moderne ou on ne l'est pas !) il faut “poursuivre les programmes de recherche et de mise au point

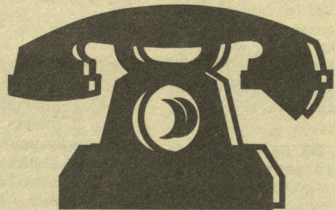
des surrégénérateurs pour parvenir dans des délais normaux à leur mise en service”. Une prise de position en faveur du nucléaire, qui a tout au moins le mérite de la clarté. Vicat produit le ciment pour Super-Phénix. Un acte de sabotage, qui vise à arrêter ou au moins à retarder la construction de ce surrégénérateur démentiel, un acte de sabotage qui s'attaque uniquement au matériel, en respectant l'intégrité des personnes, en ne mettant aucune vie en danger, nous ne pouvons que l'approuver et nous déclarer entièrement solidaires des militants anti-nucléaires, qui en ont pris la responsabilité.

La gauche “responsable” aura beau parler à ce propos de “terrorisme aveugle”, de “vandalisme”, de je ne sais quoi encore, nous n'avons pas le droit, si nous nous réclamons d'un socialisme autogestionnaire et libertaire, de désavouer cet acte conscient et courageux, ni de garder le silence. Nous savons, sans aucune ambiguïté, dans quel camp nous nous situons, même si (comme c'est mon cas) nous ne sommes pas des chauds partisans des luttes à caractère violent. Mais encore, faudrait-il bien définir ce que l'on entend exactement par VIOLENCE : pour les nantis, pour les tièdes, pour les valets des possédants, la grève (surtout dès qu'elle risque d'être débordée “sauvagement” par la base !), les occupations d'usine, sont des ACTIONS VIOLENES, alors que pour nous, elles représentent le seul moyen de lutte vraiment efficace dont dispose la classe ouvrière.

On voit donc très bien à quel point l'éternel débat : violence ou non-violence, risquerait de nous entraîner loin, mais là n'est pas le sujet de mon article.

Ce qui nous apparaît clairement, par contre, c'est, ainsi que l'écrivait le comité Malville de Grenoble, “que si le P.C.F. accède avec ses partenaires de la gauche, au pouvoir en 1978, leur attitude laisse penser que ce seront les C.R.S. de la gauche qui réprimeront les manifestations anti-nucléaires après les élections”.

Bernard LANZA



805 34 08

POUR NOUS
INFORMER

Lutte de quartier

Le Marais: CONTRE LES EXPULSIONS

“Les opérations d'aménagements qui seront entreprises devront respecter dans la mesure du possible le caractère des quartiers de Paris. On devra y maintenir la possibilité d'y résider pour les diverses catégories sociales.”

Valéry GISCARD-D'ESTAING - avril 74

Depuis 3 ans les sociétés immobilières aidées par le gouvernement s'attaquent aux habitants des quartiers populaires de Paris, en les expulsant, pour les parquer dans les cités-dortoirs des banlieues. Pour répondre à ces agissements, les habitants se sont organisés en comités de lutte contre les expulsions. En mars 1975 naissait l'Intercomité du Marais regroupant des comités de défense par immeubles, rues, et îlots entiers (rue des Ecoiffes, quai de l'Hôtel-de-Ville, îlot St-Paul...).

Après de multiples actions contre les promoteurs et spéculateurs (voir Affaire Maeght en mars 75... occupation des appartements vides de l'îlot St-Paul par cinq familles en février 77...), l'Intercomité, tout d'abord structure de résistance aux expulsions devint vite un centre de popularisation des luttes de tous les habitants du Marais, abordant tous les aspects de la vie sociale de leur quartier.

Des techniciens de l'architecture et des élèves architectes se solidarisent et apportent leur concours aux habitants du Marais. En juin 76 un dossier “technique” est élaboré en liaison étroite avec le comité St-Paul (membre de l'Intercomité) établissant la possibilité “technique” de la réfection légère (comportant une installation du confort...) réclamée par les habitants. Une estimation du coût de réfection est



jointe au dossier. Ce dossier sera alors déposé à la Mairie de Paris.

● AOÛT 1977

Profitant de la période d'accalmie sociale que représentent les congés, Chirac, maire de Paris - la ville de Paris étant propriétaire des immeubles visés par les promoteurs tels que la R.I.V.P. (1) - envoie ses flics le 29 août, expulsant 5 familles qui occupaient depuis 7 mois des logements vides dans un immeuble du quartier du Marais, rue St-Paul, aidés par une bande de casseurs payés pour saccager les appartements des expulsés.

Bien que l'opération policière ait eu lieu en période de vacances, la riposte fut immédiate : une réunion ouverte à toutes les organisations politiques et syndicales du quartier, convoquée par l'Intercomité du Marais, posait le problème de la solidarité. Une manifestation était décidée. La rédaction du tract appelant à cette manifestation réalisée par l'Intercomité créa un problème aux organisations politiques telles que la L.C.R. et C.C.A. et le P.S. quant à la signature ; La L.C.R. proposant deux tracts identiques dans le contenu, mais aux signatures différentes, extrême-gauche d'un côté, P.C., P.S. de l'autre - le P.C. absent à cette réunion avait fait savoir qu'il s'opposerait à voir son

sigle apposé à côté de celui de la L.C.R. - !

Face à ce manque d'unité dû aux manœuvres politiciennes, l'Intercomité tint à réaffirmer son autonomie quant à la signature, comme pour toute initiative de lutte et d'action. Le tract fut donc signé uniquement par l'Intercomité, les collectifs de logements 15° et 4°, et de l'Union locale C.F.D.T. (en tant qu'organisation de travailleurs), la C.G.T. comme par le passé étant absente.

A cette occasion le groupe Emma Goldman (11°) soutint la volonté d'autonomie de l'Intercomité, précisant qu'il était là pour aider et populariser la lutte des habitants.

La manifestation eut lieu le 6 septembre, reprenant les mots d'ordre suivants :
- arrêt de toute expulsion et maintien dans les lieux ;
- arrêt de toute opération de spéculation immobilière ;
- annulation de toutes les conventions de rénovation entre la ville et le secteur privé ;
- ouverture des logements vides au profit des mal-logés et des travailleurs des entreprises du quartier ;
- réfection légère.

● LA LUTTE PAIE

Aujourd'hui deux familles expulsées ont été relogées dans le quartier, les autres familles ont obtenu un logement porte de Vincennes.

Face aux promoteurs et sociétés immobilières, les habitants du Marais, avec l'aide d'architectes, ont démontré qu'il n'existe pas que la seule rénovation spéculative. Aujourd'hui, ils ont entrepris une vaste campagne d'information sur la réfection légère moins coûteuse et tout aussi adaptée aux besoins de la population.

● DE L'AUTONOMIE DE LA LUTTE A L'AUTOGESTION DU QUARTIER

Les habitants du Marais ont prouvé qu'en conservant à leur lutte son caractère autonome, ils pouvaient sensibiliser une grande partie de la population, et mettre en échec les spéculateurs.

Tout en appelant les diverses organisations politiques et syndicales présentes dans le quartier à les soutenir, les habitants organisés dans l'Intercomité ont su conserver l'initiative et le pouvoir de décision dans la manière de conduire la lutte.

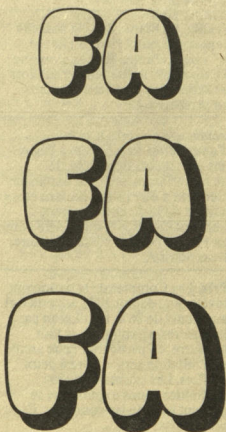
Ainsi, un contrôle populaire se met en place qui remet en cause le pouvoir des sociétés immobilières, liées aux banques, et de l'Etat sur les habitants. Cette prise en charge de l'environnement urbain par les habitants eux-mêmes soulève le problème de l'auto-gestion “urbaine”. Elle marque un premier pas vers sa réalisation : Cette prise de conscience du “droit au logement”, du “droit à la ville”, permet d'élargir le concept d'auto-gestion au domaine de l'urbanisme.

Ce contrôle populaire de l'espace urbain par les habitants eux-mêmes n'est qu'une étape préliminaire à l'auto-gestion généralisée de la commune.

Groupe Emma GOLDMAN
(114 Mars)

Notule :
(1) R.I.V.P. : Régie Immobilière de la Ville de Paris ; Société de promotion et de gestion à capital mixte ; Ville de Paris 38 %, Banques de Suez et Paribas 62 %.

Maurice JOYEUX
L'Anarchie dans la
Société Contemporaine
une hérésie nécessaire ?
Ed. Casterman Prix : 45 F



en bref...en bref...

Les participants au stage I.C.E.M. centre (Pédagogie Freinet) qui avait lieu au C.E.G. d'Allègre, prévoient d'organiser dans le cadre de leurs activités, un débat sur le thème : l'énergie nucléaire POUR ou CONTRE ?

Des affichettes avaient été distribuées aux commerçants d'Allègre. Elles étaient libellées ainsi : "Marinnettes-diapos : 20 h 30. Aujourd'hui, 2 septembre 77-C.E.G. d'Allègre- Nucléaire, POUR ou CONTRE ? Projection débat 21 h-Exposition permanente."

Pour permettre l'information, il était prévu de projeter les diapositives envoyées gratuitement dans les établissements scolaires, accompagnées du commentaire E.D.F. et du contre-commentaire du G.S.I.E.N. (groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

Ce débat, qui devait se dérouler sur les lieux du stage n'a pu avoir lieu publiquement sur ordre de l'Inspecteur d'Académie du Puy. A l'heure où l'on nous promet un débat public sur le problème du nucléaire, nous constatons qu'une seule information est permise par l'Inspection Académique, celle d'E.D.F.

Alors que les diapositives et les commentaires partisans d'E.D.F. ont reçu l'agrément de l'O.F.R.A.-T.E.M.E. (service public de recherche pédagogique), ce même agrément a été refusé aux contre-commentaires du G.S.I.E.N.

Quelle liberté est laissée aux enseignants dans leur travail d'éducation ?

A-t-on le droit de refuser l'information complète sur le nucléaire, qui pose un problème de survie de l'humanité, concernant tout individu, et, à plus forte raison, tout éducateur ?

Ce processus-refus de l'information, information à sens unique, décision autoritaire- n'est-il pas celui de l'implantation des centrales nucléaires ?

Les stagiaires d'Allègre

La Fédération des Usagers des Transports nous signale que la ligne S.N.C.F. de la banlieue parisienne "PARIS-NORD - ST-OUEN-GARIBALDI" sera fermée aux voyageurs de façon quasi-définitive, décision prise sans qu'aucune consultation des usagers ait été faite. Aucune information précise sur les raisons de cette suppression n'a été fournie, de même qu'aucun moyen de transport de remplacement n'a été envisagé. La Fédération des Usagers du Transport proteste à juste titre contre ce nouvel acte arbitraire des pouvoirs publics.

bref social...

Fonction publique. Des négociations salariales qui capotent... Une fois de plus le gouvernement confirme sa politique d'austérité. Aux travailleurs de payer la casse!

Textile. Ça branle dans la manche depuis pas mal de temps chez le N° 1 de la chimie, Rhône-Poulenc Textile parle d'une restructuration de ses usines. Des licenciements en perspective.

Immigration. Après la prime d'extradition du territoire à l'égard des travailleurs immigrés, de nouvelles mesures "d'expulsion" viennent d'être prises. Stoleru et son adjoint -l'OS de chez Peugeot- oublient sans doute qu'ils sont venus en France pour ramasser, en autre, leurs débris.

Prix. Les Comptes de la nation ont révélé que, depuis 1970, les prix ont augmenté de 86%. L'inflation par les salaires n'explique pas tout M. Barre, en particulier cette année où l'inflation sera encore à deux chiffres. Les causes sont plus profondes et nos exploitateurs se gardent bien de les dénoncer. Et pour cause!

LES NATIONALISATIONS:
BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

Au travers de la querelle qui anime l'Union de la Gauche, le problème qui se pose primordialement n'est pas de savoir s'il convient de nationaliser 227 ou 729 entreprises pour assurer l'application du Programme Commun, mais de s'interroger sur le pourquoi des nationalisations, sur les changements qu'elles sont susceptibles d'engendrer pour la société, donc sur les avantages qu'elles confèreraient aux travailleurs.

LES NATIONALISATIONS :
POURQUOI ?

Historiquement, la nationalisation des grands services publics est apparue très tôt dans le programme revendicatif de la C.G.T. Elle fut la revendication principale des grandes grèves ouvrières qui suivirent la guerre de 14-18. Dans le même temps, les anarcho-syndicalistes tentaient, avec Pierre BESNARD, de développer la notion de "contrôle ouvrier".

Après l'échec du Front Populaire de 36 et la Seconde Boucherie Mondiale, le gouvernement de De Gaulle rétablit un certain nombre de nationalisa-

tions, celles que nous connaissons actuellement.

Le but des nationalisations reste aujourd'hui le même. L'intention des partis de gauche est de faire passer sous contrôle de l'Etat les plus grandes entreprises capitalistes, principalement celles qui, par leur position de monopole sur un marché quelconque, faussent le jeu de la libre entreprise et de la concurrence. A partir de cet état de fait, il relève de la plus pure tradition libérale de racheter (et non s'approprier) l'entreprise en question, afin de permettre que se perpétue le système capitaliste.

Ainsi, il n'existe pas ; entre la gauche et la droite, deux conceptions radicalement différentes de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Tout au plus la gauche est-elle plus clairvoyante pour comprendre les nécessaires mutations qui s'imposent au système au fur et à mesure que se développe sa crise interne.

Mais il est toujours difficile de définir avec certitude le seuil de nationalisations adéquat à une période donnée. Le P.C.F.

et le P.S. ont donc eu d'énormes difficultés à se mettre d'accord en 1972, et c'est pourquoi le Programme Commun restait relativement imprécis :

"Pour briser la domination du grand capital et mettre en œuvre une politique économique et sociale nouvelle, le gouvernement réalisera progressivement le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants et des instruments financiers actuellement entre les mains de groupes capitalistes aujourd'hui dominants."

Etaient déclarées nationalisables "l'ensemble du secteur bancaire et financier et les entreprises qui occupent une position stratégique vis-à-vis des secteurs-clefs de l'économie."

Comme on le voit, la définition du Programme Commun de 72, pour vague qu'elle soit, exprime parfaitement la volonté de ne contrôler que le strict nécessaire au déroulement normal de l'économie de marché.

LA NATIONALISATION NE
MENE PAS AU SOCIALISME.

La volonté qu'expriment les partis de gauche, appuyés en cela par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., est de faire des nationalisations un pas en avant vers une société "socialiste", c'est-à-dire vers la nationalisation progressive de toute l'économie.

Il convient de lever un certain nombre d'équivoques et de détruire un certain nombre de mythes.

Tout d'abord, il ne faut sous-estimer ni la capacité de réaction de la droite capitaliste, ni le poids de l'ensemble du système économique sur les décisions prises par les gouvernements, fussent-ils de gauche.

Il est vrai que la gauche s'est acharnée à démontrer aux possédants, grands et petits, qu'ils n'avaient rien à craindre d'un gouvernement de gauche. Bien entendu, nationalisation ne signifie pas expropriation, et tous les actionnaires seront normalement indemnisés. En outre, la plupart ont déjà l'assurance de retrouver dans leur ancienne entreprise des postes de P.D.G. honnêtement rémunérés. Il ne leur restera plus qu'à utiliser les capitaux frais mis gracieusement à leur disposition pour reprendre d'autres activités lucratives. Marcel Dassault n'a-t-il pas par avance accepté la nationalisation de ses usines ?

Enfin, les travailleurs des entreprises nationalisées ne feront que changer de maîtres. Et leur nouveau maître, l'Etat, ne s'est jamais montré plus tendre que les patrons du privé ! L'Etat n'est pas une institution neutre, mais un organisme de classe au service de la classe dominante. Et si la gauche montrait la moindre velléité de défendre véritablement les intérêts des travailleurs, elle perdrait vite le contrôle de l'Etat. Aussi se garde-t-elle bien de proposer une politique hardie dans le domaine social.

Aussi, en aucun cas les nationalisations ne sont un pas en avant vers le socialisme. Le seul

système économique nouveau qu'elles laissent entrevoir, c'est le capitalisme d'Etat, phase ultime de la concentration du capital.

LA PLACE DES SYNDICATS
DANS LES ENTREPRISES
NATIONALISABLES.

Afin de mieux cacher la véritable nature des nationalisations, la gauche les assorties d'un train de réformes visant à accroître les pouvoirs des syndicats dans l'entreprise nationalisée. Bien entendu, on parle plutôt de "pouvoirs des travailleurs" et de "libertés syndicales", mais la réalité est tout autre.

A quoi sert de garantir et d'étendre les libertés syndicales si cela ne se traduit pas, dans les faits, par la conquête de nouveaux avantages et de nouveaux droits pour les travailleurs ? Le syndicat ne doit pas être considéré comme un organisme abstrait, neutre, mais un outil de lutte. Dès lors qu'il perd sa fonction de développement des luttes et de renforcement des avantages conquis par les travailleurs, il sort du champ du syndicalisme et il ne mérite plus d'être défendu.

Le problème est que les syndicats semblent prêts à accepter de voir s'étendre leurs pouvoirs jusqu'à la participation à la gestion des entreprises nationalisées. Par le biais des conseils d'administration et des comités d'entreprise, les syndicats risquent fort de s'enfoncer de plus en plus dans une politique de cogestion qui réduirait d'autant plus leurs velléités d'action, car ils finiraient vite à assimiler les intérêts de l'entreprise qu'ils gèrent avec ceux des travailleurs.

Nulle part les travailleurs n'exerceront une part de pouvoir dans les entreprises nationalisées. L'illusion pourrait sans doute durer un temps, le temps d'accorder les petites modifications de conditions de travail qui ne nuisent pas au rendement de l'entreprise. Mais la dure loi de la concurrence et du profit ne tarderait pas à forcer les syndicats gestionnaires à stopper les revendications des travailleurs et à les inviter, comme Thorez ministre du travail en 1947, à trousser leurs manches...

QUELLE ALTERNATIVE ?

Si les travailleurs veulent prendre en mains leur destinée, quels moyens leur restent-ils ? Pour nous, il n'y a qu'un seul moyen.

Sans faire confiance aux partis, de gauche ou de droite, tous inféodés aux intérêts de la bourgeoisie et chargés de gérer le système économique pour son seul profit, et puisqu'il est vrai que la domination du capital ne doit plus durer, reprenons ces outils de production que nous avons forgés, décidons et mettons en œuvre la SOCIALISATION TOTALE et sans indemnisations d'aucune sorte, de tous les capitaux et de tous les moyens de production.

Gérons NOUS-MEMES nos outils de travail, décidons NOUS-MEMES des orientations de la production puisqu'elle est destinée à notre consommation.

IMPRIMERIE
LANG dans l'attente

Le 23 août se terminait l'action du curateur nommé à l'imprimerie Georges LANG (voir le "Monde Libertaire" de septembre).

Un plan était donc soumis au Tribunal de Commerce de Paris et celui-ci avait jusqu'au 23 septembre pour rendre son verdict quant à l'avenir de l'entreprise.

A dire vrai celui-ci n'est toujours pas assuré malgré l'adoption d'un "plan d'épure" du passif. En effet la réussite signifie que non seulement il y ait une véritable volonté patronale de mener à terme, mais aussi un effort financier important et "la nécessité" de réduire la masse salariale, donc le nombre de travailleurs.

Pour l'instant c'est donc l'attente. La dernière assemblée générale du personnel convoquée par la C.G.T., avec la présence des permanents du Bd Blanqui, de l'U.L. et de l'U.D. n'a pas permis ni répondu à l'attente d'une préparation à une riposte efficace face aux menaces présentes.

Encore une fois les nombreux camarades qui demandaient le contact et l'unité de riposte avec les autres entreprises graphiques en lutte n'ont reçu pour toute réponse que le syndicat du Livre essayait de mettre sur pied une réunion des délégués des entreprises concernées ! Alors que cette coordination devrait être permanente et exister depuis longtemps.

Pour nous consoler, nous avons reçu un mot d'ordre d'une heure de grève pour le mardi suivant.

Jacques Lang doit encore en frémir.



Liaison des Travailleurs
Anarchistes du Livre

Agriculture

La lente agonie de l'ostréiculture charentaise

L'ostréiculture domine l'activité du bassin de Marennes-Oléron depuis fort longtemps. Elle y a modelé un paysage pittoresque de cabanes en bois aux tuiles rouges et de chenaux où naviguent d'innombrables "lasses". Elle y a aussi modelé les hommes. Tout de bleu vêtus, le visage buriné par le vent, les ostréiculteurs voient leur travail, leur vie de paysans de la mer, se rythmer inlassablement au rythme des marées.

Pittoresque l'ostréiculture charentaise, certes ! Les hordes de touristes qui envahissent chaque année notre littoral sont là pour en témoigner. L'ostréiculture cependant est bien autre chose qu'un ensemble de sensations fortes pour gens des villes en mal de nature. Trois mille producteurs faisant vivre directement quinze mille personnes, cela pèse d'un poids non négligeable dans l'économie de notre région !

Aujourd'hui tout cela est menacé de disparition. La pollution présente et future du milieu marin ne laisse guère d'espoir de survie à une corporation dont la structuration tant productrice que distributive empêche toute riposte unie et organisée.

La pollution présente, est de type industriel et organique (non traitement des eaux usées). Apparue

depuis peu elle croît régulièrement. C'est la rançon du développement économique et industriel de la croissance démographique. Comme l'huître est particulièrement sensible à toute dégradation de son milieu naturel, par le seul fait qu'elle FILTRE une centaine de litres d'eau par jour, il est aisé de comprendre que l'avenir la condamne à devenir chaque jour davantage un véritable foyer d'infection. La méfiance actuelle du consommateur à l'égard de ce coquillage débouchera rapidement sur une véritable psychose de l'hépatite virale.

De plus la construction d'une centrale nucléaire à BRAUD-ST-LOUIS et d'un complexe pétrochimique au VERDON ne contribueront certainement pas à raffermir la confiance des consommateurs. A quand l'huître qui brille la nuit !

Ces menaces présentes et futures, personne ici ne les ignore, et il semblerait logique d'assister à une réaction massive de révolte. La réalité présente est toute autre et dans les ports c'est le fatalisme et le découragement qui sont les sentiments dominants.

L'individualisme inhérent à la petite entreprise familiale, structure de base de la production ostréicole est destructrice de toute volonté de riposte massive et organisée.

Cette année l'huître s'est vendue 3 F le kilo à la production, soit le même prix en franc courant qu'il y a 10 ans. Quand la production augmente davantage que la vente, la loi du marché capitaliste est implacable pour le producteur. Comme la vente est monopolisée par quelques courtiers ou expéditeurs qui ne tiennent pas à faire de l'huître un produit de consommation courante, l'augmentation présente de la production entraîne la chute des cours. Face à cette situation, la majorité des ostréiculteurs, les éleveurs ou producteurs, ont trouvé une solution géniale... produire encore davantage !

Bien évidemment la crise écologique et économique qui secoue actuellement la profession ostréicole suscite quelques réactions positives. Un comité de défense du bassin de Marennes-Oléron unissant ostréiculteurs, pêcheurs et écologistes s'est créé l'an passé. Certains commencent également à parler de coopératives. Mais comme tout cela est encore timide !

L'évidence il faudrait rapidement que la production se socialise. La constitution de coopératives de producteurs fédérées entre elles s'impose pour le présent. En regroupant leurs forces, les éleveurs pourraient organiser rapidement un circuit de distribution qui balayerait celui des requins actuels de l'expé-

dition. Vente directe aux consommateurs, aux comités d'entreprises... pourraient faire rapidement de l'huître un produit de consommation plus courante. L'esprit d'ENTRAIDE qui présiderait à cette fédération de coopératives, permettrait indiscutablement le développement d'une conscience de "classe" chez les ostréiculteurs.

Confiants dans leur force collective, ils pourraient alors, de manière organisée rejoindre ceux qui actuellement se battent à BRAUD-ST-LOUIS et au VERDON.

La catastrophe écologique menaçante n'est pas inéluctable. Elle est la conséquence d'un certain type de société. La prise en main de leur destin économique et social par les ostréiculteurs ne pourra que contribuer à accélérer la destruction d'un système exploitant jusqu'à l'extrême, l'homme et la nature.

C'est à cette seule condition que l'agonie présente de l'ostréiculture charentaise n'ira pas jusqu'à son terme.

En effet, quand les conséquences de la pollution seront devenues trop criantes, la violence de la révolte des ostréiculteurs devant leur anéantissement proche sera inutile. Les C.R.S. formeront alors sur l'horizon charentais un paysage d'un autre bleu que celui des vareuses ostréicoles. J.-M. RAYNAUD

en bref...en bref...

La liste des insoumis, déserteurs, objecteurs et renvoyés de livrets militaires s'allonge. Voici quelques cas qui nous ont été signalés :

INSOUMIS :

- Eric Schaal. Arrêté le 15 août lors d'un contrôle d'identité à Paris, a entrepris une grève de la faim depuis le 23 août dernier.

- Bernard Forissier. Arrêté le 10 août à Lyon, a été réformé temporairement après une grève de la faim commencée le 29 août.

- Jean-Paul Vilaine. Arrêté le 13 août à Dijon, fait une grève de la faim depuis le 16 août.

- Bernard Allain. Arrêté le 10 septembre à Angers, a entamé une grève de la faim à cette date.

- Guy Morellet. Arrêté le 8 septembre près de Poitiers. Sans nouvelle de lui depuis cette date.

- P. Lamotte (Fresnes), Armon (Montluc à Lyon), Suchaut (Landau)... la liste est longue.

OBJECTEURS - DESERTEURS : - Claude Didier, militant syndicaliste, passera en procès le 25 octobre prochain à Chaumont.

- Gérard Loos a fait appel après le verdict du 15 septembre dernier rendu à St-Dié le condamnant à 6 mois de prison dont 3 avec sursis.

L'U.P.F. devant les tribunaux. Jeudi 6 octobre à 13 h 30, l'Union Pacifique de France passera devant la 11^e chambre du Tribunal correctionnel de Nanterre, 179/191, avenue Joliot-Curie (près de la préfecture). Motifs d'inculpation : injures envers l'armée et provocation de militaires à la désobéissance.

VENEZ NOMBREUX

Parallèlement aux mille licenciements annoncés à la Négravure dont Hachette est un des principaux actionnaires avec Paribas, nos camarades de l'imprimerie Victor-Michel viennent de se voir retirer "Top-Télé" qu'ils avaient fait revenir de Belgique.

En effet ce titre gênait à terme "Télé 7 jours" qui appartient maintenant à la société Hachette et celle-ci qui sait veiller au grain et qui a du fric n'a pas hésité à racheter "Top-Télé" à "Europe 1" qui l'éditait et à le faire disparaître de la circulation, tout en récupérant les lecteurs de ce magazine en accablant son titre avec celui plus ancien de "Télé 7 jours".

Hachette ou H comme Hersant, qui sait apprécier à juste valeur de telles opérations sur les produits de presse.

L.T.A.L.

MATHILDE NIEL REPREND SES COURS GRATUITS DE PSYCHOLOGIE SOCIALE - FORMATION D'ANIMATEURS

LYCEE VOLTAIRE le lundi de 19 h à 21 h à partir du 3 octobre

S'INSCRIRE à l'ASSOCIATION PHILOTECHNIQUE 47, rue St-André-des-Arts - Paris 6^e, les mercredis de 14 h à 16 h, lundis et vendredis de 17 h à 19 h.

Des Collections agraffées du Monde Libéraire sont disponibles à Publico :

Juillet-Août 1976
Juillet-Août 1977 8 F
Juillet-Août 1975
Juin 1976 6 F
Septembre 1974
Juin 1975 6 F
Juillet-Août 1973
Juin 1974 6 F

Pour les envois ajouter les frais de port.

Au-delà des fantasmes...
LES NAZIS NUCLÉAIRES

Une petite salle de conférences, dans le 8^e arrondissement de Paris, le 27 septembre dernier...

D'un côté, une dizaine de journalistes convoqués à cette occasion.

En face, derrière une table recouverte de feutre vert, deux hommes, dans la trentaine : le plus jeune, c'est Yves Lenoir, militant des Amis de la Terre (tendance "dure"). C'est lui qui invite.

Il présente en quelques mots son voisin, Léon Grunbaum, physicien nucléaire, ex-collaborateur de 1970 à 1973 du Centre d'Etudes Nucléaires de Karlsruhe, en Allemagne Fédérale. Depuis 73, date à laquelle on l'a gentiment prié d'aller se faire voir ailleurs, Léon se heurte à refus après refus. Il n'a pratiquement pas pu retrouver de boulot dans la branche où il est compétent.

Et peu à peu, on comprend pourquoi...

De fait, dès que Lenoir lui passe la parole, Léon annonce qu'il va présenter les curriculum vitae de 5 hauts responsables du nucléaire "pacifique" allemand. Et on n'est pas déçus !

Le premier, c'est Karl Winnacker. Véritable patron de l'atome allemand de l'après-guerre, il s'est retrouvé aux postes de responsabilité et de décision de presque toutes les institutions industrielles, gouvernementales ou paragonementales qui gravitent autour de l'atome made in Allemagne Fédérale. Et que faisait-il pendant la guerre ? Directeur Général de I.G. Farben-Industrie, grosse entreprise de chimie, il a fait mourir d'épuisement des milliers de déportés à Auschwitz : la boîte a été condamnée au Procès de Nuremberg. Après une éclipse bien compréhensible, on le retrouve en 1952 P.D.G. d'une branche de la firme Hoechst, qui n'est ni plus ni moins que la succession d'I.G. Farben ! Pour la suite, voir plus haut.

Rudolf Greifeld est un peu plus jeune : c'est le patron "historique" du Centre d'Etudes Nucléaires de Karlsruhe (de sa fondation en 1956 jusqu'en 1974). En 1973, cette grosse légume a eu la peau de L. Grunbaum, qu'il lui a bien rendu

deux ans plus tard : avec Serge et Beate Klarsfeld, pourchasseurs notoires de nazis, il révèle que Greifeld a occupé durant le IIIe Reich d'importantes fonctions para-militaires à Paris, où il a été responsable de mesures antisémites prises sur sa propre initiative. La bombe, car c'en est une, éclate au grand jour : une pétition de scientifiques français le contraint à quitter son poste de Représentant de la R.F.A. à la Direction de l'Institut Laue-Langevin à Grenoble...

Et on pourrait continuer longtemps sur ce ton : Karl Wirtz, lui, fabriquait de l'eau lourde pendant la guerre, eau lourde destinée au futur fonctionnement d'un réacteur à Uranium naturel en Allemagne (voir la dite "guerre de l'eau lourde", autour de cette usine implantée en Norvège). On le retrouve lui aussi au C.E.N. de Karlsruhe, quelques années plus tard. Alfred Boettcher, ex-officier SS de Himmler, est également depuis 1950 un des "chefs" de la recherche nucléaire allemande. Walter Schnurr, quant à lui, collaborait avec Winnacker chez I.G. Farben. Après 1945, il s'éclipse 10 ans en Argentine... pour se retrouver Directeur Scientifique du C.E.N. de Karlsruhe de 56 à 70 !

Inutile de dire que Léon est introuvable sur le passé de ces chers petits. Mais il sait de quoi il parle : il a réuni toutes les preuves de la véracité de ce qu'il avance, et de pas mal d'autres choses encore.

Son opinion est faite : le développement de l'énergie nucléaire en Allemagne Fédérale a été intégralement l'œuvre d'ex-criminels nazis : une œuvre commencée sous le IIIe Reich, et poursuivie depuis avec l'accord plus ou moins tacite de gouvernements dont il est difficile d'imaginer qu'ils n'étaient et ne sont au parfum... Certes, officiellement, la R.F.A. n'a pas le droit de faire la Bombe, et il n'en a pas été question jusque là. Qu'à cela ne tienne, ces charismatiques bambins vont se débrouiller autrement.

Et sans relâche, Léon rapproche les faits techniques, accords diplomatiques, situations et carrières

individuelles. Il compare les filières nucléaires développées à Karlsruhe au fil des ans, en Argentine depuis les années soixante, en Afrique du Sud depuis une dizaine d'années. Il consulte et compare les accords bilatéraux, les conditions dans lesquelles ils ont été négociés puis concrétisés. Et il retrouve sans cesse les mêmes acteurs : Schnurr, qui justement a passé 10 ans en Argentine, où il a tissé de solides liens d'amitié avec Peron et consorts. Greifeld, dont les nombreux séjours en Afrique du Sud attirent son attention... d'autres encore, et bien sûr Winnacker, leur père à tous, qui coordonne et orchestre le tout.

A chaque détour des contrats de recherche et de coopération, on les revoit associés en l'occurrence à Siemens, grosse boîte allemande exportatrice d'engineering nucléaire, à Hoechst, qui n'a jamais cessé de se fournir là où ça sentait le plus mauvais... et bien sûr, en filigrane, le C.E.N. de Karlsruhe et les organismes paragonementaux de la République Fédérale. Le tout transite harmonieusement par l'intermédiaire de groupes et de sociétés créés pour l'occasion, derrière lesquels se profilent toujours les mêmes têtes.

Et l'on arrive à s'intéresser derechef à l'Argentine, où fonctionnent depuis 1972 un réacteur Siemens d'un type assez rare, puisque le seul réacteur similaire se trouve... à Karlsruhe ! La filière mise en œuvre est une des plus plutoniennes : ATUCHA (c'est son nom) produit du Plutonium quasiment pur, à raison de plus d'une centaine de kilos par an (pour une puissance électrique de 350 MW) ! Or les combustibles irradiés dans la centrale doivent être retraités. Dans la petite installation expérimentale fournie en 68 à l'Argentine par Karlsruhe ? Trop petite, elle est de toutes façons fermée à la suite d'un accident de contamination. Alors ? Eh bien, il existe de très fortes présomptions poussant à affirmer qu'à côté de cette petite installation, il existe une usine de retraitement 80 fois plus grande... où l'on extrait le Plutonium résiduel des combustibles irradiés d'Atucha.

Plutonium... dont on fait les bombes. "A", en l'occurrence.

Il serait long et fastidieux de retracer ici l'évolution parallèle des relations R.F.A.-Afrique du Sud. Disons simplement qu'elles ont conduit, grâce aux bons et loyaux services du sieur Greifeld, par exemple, à ce que ce pays pos-

sède maintenant dans son C.E.N. de Pelindaba un immense institut où est développée une technique particulière d'enrichissement de l'Uranium (la filière dite "à tuyères") : ce n'est ni plus ni moins que la concrétisation des travaux de recherche et de développement menés par les physiciens de Karlsruhe depuis des années... Alors qu'ils sont les seuls au monde à travailler sérieusement sur ce procédé !

La R.F.A. a signé le Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires (T.N.P.) ; elle n'a pas le droit de fabriquer la bombe (aux termes de l'accord de capitulation du IIIe Reich), mais elle a suscité et entretient des relations scientifiques et industrielles avec des pays non-signataires du T.N.P.

Que conclut Léon de tout cela ? Il a terminé sur une question, toute simple : "les ex-nazis qui ont conduit le développement du nucléaire en R.F.A. n'ont pas fait la Bombe chez eux... Mais l'auraient-ils fabriquée outre-mer ?"

Inutile de préciser que pour lui, la réponse est "Oui, depuis plusieurs années".

Logiquement, je devrais à ce stade rapprocher ce qui précède d'autres faits que nous avons tous en mémoire : de Brokdorf à Kalkar, de la R.A.F. à la mobilisation de l'opinion autour de l'affaire Schleyer, etc... Ou l'on est tenté à juste titre - de reconnaître à chaque fois les traces de la fascisation que les autorités teutonnes semblent déterminées à poursuivre.

Il serait séduisant, dans la foulée, de se rappeler que les groupuscules néo-nazis ont la vie belle, outre-Rhin, et chaque jour davantage.

Mais n'oublions jamais que, s'il semble à première vue que c'est tout un peuple qui vire au vert-degris, cette apparence-même est le résultat de l'action patiente et obstinée d'une poignée de criminels d'hier et d'aujourd'hui, aux rênes du Pouvoir réel, technologique et idéologique.

Je m'arrêterai là, laissant au lecteur le soin de poursuivre par lui-même. De toutes façons, une chose est certaine : c'est aujourd'hui moins que jamais le moment de mesurer nos efforts. SI NOUS NE NOUS OPPOSONS PAS TOUT DE SUITE AUX DEMONS DE L'HISTOIRE, NOUS NOUS RENDONS COMPLICES D'UN FUTUR SANS AVENIR !

Emmanuel MAURENS

ITALIE

XIIIe Congrès de la Fédération Anarchiste Italienne (F.A.I.).

Dimanche 4 septembre 1977, au siège du groupe "Germinale" de Carrare, se sont conclus, les travaux du XIIIe congrès ordinaire de la F.A.I. Après six jours d'intense débat, de discussion, commencés le matin et terminés tard dans la nuit, on peut dire que la physiologie de la F.A.I. est dans le même tracé historique, que ce soit par ses positions politiques que par son projet révolutionnaire. Indubitablement c'est le fruit d'un travail de grande importance, d'un congrès très fatigant (tant par la somme des thèmes affrontés que par l'existence d'analyses différentes qu'il fallut débattre), mais qui a vu de toute façon un gros effort de clarification collectif redonnant à la F.A.I. une toujours plus juste dimension révolutionnaire anarchiste. Nombreux sont les camarades qui sont intervenus, nombreux aussi les rapports présentés sur plusieurs points de l'ordre du jour, nourissant le débat, qui tour à tour était synthétisé - au possible - dans des commissions ouvertes.

Il a été cependant facile qu'un congrès de ce type, se déroulant en présence de 500 personnes, délégués et observateurs, puisse discuter des contradictions et des problèmes existants aujourd'hui dans la société ; symptôme d'une meilleure adhésion aux problèmes réels et de la volonté existante de mieux définir l'intervention anarchiste.

Cependant il n'a pas été possible d'épuiser complètement tous les points en discussion, les débats ayant pris de telles proportions que le manque de temps a obligé le Congrès à décider une nouvelle rencontre à Rome dans les locaux du groupe Malatesta, avenue Dei Piceni 39, samedi et dimanche 1er et 2 octobre, pour définir les points en suspens et en particulier les suivants :

- 1 - Les tâches de la F.A.I.
- 2 - Le Pacte Associatif.
- 3 - Démissions et nominations des nouveaux responsables.
- 4 - Sujets divers.

Parmi les résolutions adoptées au XIIIe Congrès de la F.A.I., on notera :

Reconstruire l'organisation de classe.

"Considérant la politique collaborationniste des organisations syndicales C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L. dans la relance au profit patronal, à travers une opération de répression ouverte de chaque initiative pour défendre les intérêts historiques du prolétariat, et ainsi la tentative de diviser les couches sociales "non-garanties" du reste de la classe ouvrière.

La Fédération Anarchiste Italienne est d'accord sur la nécessité de la construction de l'ORGANISATION DE CLASSE DE MASSE à caractère fédéraliste, autogestionnaire, libertaire, donc anarcho-syndicaliste, recueillant l'héritage historique de l'U.S.I. (Union Syndicale Italienne), reconnaissant l'existence en son sein de diverses stratégies pour atteindre cet objectif."

Antimilitarisme.

"Le XIIIe Congrès de la F.A.I., réuni à Carrare, assume l'engagement de pleine solidarité politique avec les objectifs totaux FRANCESCONI Roberto, SCANGATTA Roberto, SANTI Lorenzo, parce qu'il considère que le service civil, en alternance au service militaire, ne peut pas être tenu en compte comme type suffisant de lutte antimilitariste, étant donné qu'il contient dans son essence des compromis inacceptables avec le pouvoir. Compromis de principe et de fait.

De principe, car l'on fournit à l'Etat un aval de légitimité à sa criminelle prétention d'enrôler au service militaire ou à un service civil qui le remplace. De fait, car

informations internationales

à travers le mécanisme de la loi l'Etat a toujours dans ses mains l'absolue possibilité de contenir le refus du service militaire dans des limites gouvernables, et qu'en outre il se donne une façade de libéralité en payant 500 lires par jour, ce qui devrait lui causer des ennuis.

Le Congrès, en synthèse, considère que le service civil alternatif est un moyen pour fournir aux Forces Armées ces services auxiliaires dont elles ont besoin en situation de paix comme en cas de guerre."

Adhésion de la F.A.I. au rendez-vous contre la répression, 23, 24, 25 septembre à Bologne.

"Le Congrès... manifeste sa propre adhésion et participation de fait au rendez-vous de Bologne contre la répression ;

DENONCE la violence et la dureté avec lesquelles, au mois de mars dernier, pilotée par l'administration municipale de la ville, dans un plan précis et préordonné de provocation qui, partant de l'assassinat du camarade Lorusso, s'est étendu et intensifié à Bologne en de nombreux épisodes d'occupation militaire de la ville, dans des arrestations et des matraquages aveugles, dans la fermeture des canaux de libre expression d'opinion, ont fait du Chef-lieu émilien un banc d'essai pour un projet plus ample et coordonné à niveau international.

De ce plan de répression le rôle du Parti Communiste Italien et du syndicat n'a pas été seulement celui d'inventer la chasse aux sorcières et des provocateurs fantomatiques, mais d'être à l'initiative d'une vaste campagne de calomnies, dense en provocations et sollicitant une répression encore plus exemplaire, se plaçant aux côtés de la police et de la magistrature dans d'ignobles délations, s'associant à la presse la plus réactionnaire dans une solidarité typique du plus farouche obscurantisme stalinien, et qui semble avoir trouvé dans la répression sa propre fonction historique et politique.

... Le P.C.I., la Gauche réformatrice, le syndicat et leur clientèle, dans leur compromis avec la mafia démocrate-chrétienne et social-démocrate, ne peuvent pas se cacher derrière la façade d'une ville comme Bologne, "modèle de civilisation et de démocratie" : cette ville, comme d'autres, oblige à vivre dans la "marginalité", l'exploitation, l'aliénation, typiques du capitalisme, de l'exercice du pouvoir, de l'abolition de la vie de la joie de vivre, qui, selon nos idéaux, nous rendent communistes et anarchistes. Ce sont ces contradictions qui explosèrent au mois de mars à Bologne.

Le Congrès de la F.A.I. exprime au mouvement des étudiants bolognais, à tous les "emarginati" et les exploités de notre pays, et à tous ceux qui à travers l'autocritique ont atteint la capacité de se dissocier de ces pratiques totalitaires, sa propre solidarité et son engagement concret et total à rendre communes nos luttes pour abattre le régime de la répression et de la violence, et sa propre volonté d'élargir et d'assembler cette lutte contre l'Etat et le pouvoir capitaliste à tous les travailleurs, pour la construction d'une société d'hommes libres."

Une réponse au Parti Communiste Italien.

"Le Congrès... ayant pris connaissance de l'article paru dans le journal "CORRIERE DELLA SERA" du 1er septembre 1977 sous la signature de Lucio Lombardo Radice (en sa qualité de représentant du Comité Central du P.C.I.) dans lequel les pous-

sées libertaires exprimées au cours de ces mois par les étudiants de Bologne (en l'espèce) mais aussi dans plusieurs autres occasions, sont définies "anti-communistes" et "squadristes" ("squadrisme" signifie "membre fasciste d'un groupe armé" N.D.T.), de même que le rendez-vous contre la répression comme "une tentative d'expédition punitive contre une citadelle de la démocratie et du mouvement ouvrier" ;

Le Congrès conteste à un parti hiérarchique et autoritaire le droit de juger les manifestations qui ont un caractère libertaire, et dénonce le prétexte dont ce parti se sert pour avancer ces affirmations qui, reproduisant des pratiques déjà éprouvées dans le passé et qui donnent lieu à des effets tragiques, sont dirigées contre le mouvement libertaire avec la claire intention de créer confusion et division à l'intérieur des classes exploitées et, en particulier, parmi les étudiants et les travailleurs qui participent aux luttes de ces mois ;

Le Congrès... dénonce en outre l'attitude opportuniste et stalinienne qui amène les dirigeants du P.C.I. à défendre forces et classes sociales qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs et qui contredisent manifestement les idéaux historiques du socialisme ; exprime son indignation envers une politique qui se sert de la délation et de la calomnie comme des armes de lutte contre les adversaires ;

Le Congrès de la F.A.I. appuie ces initiatives anti-répressives et exprime sa plus vive solidarité aux poussées libertaires qui jaillissent de plus en plus fréquemment d'une nouvelle conscience antibureaucratique et anti-autoritaire qui naît et se manifeste parmi les jeunes, les "emarginati", les femmes, les travailleurs... Conscience qui toujours plus profondément découvre dans le rôle assumé par le groupe dirigeant du P.C.I. une défense du système capitaliste et un des plus grands obstacles à la satisfaction des besoins et à l'avènement d'une société libertaire.

Carrare, le 2 septembre 1977

(Nous poursuivrons dans un prochain numéro les résolutions prises au début de ce mois sur le rôle de la F.A.I.)

Tous les quinze jours, à partir du présent numéro, le M.L. publiera une page d'informations internationales. Pour les autres numéros cette page sera remplacée par l'étude d'une question d'ordre international.

Le Secrétariat aux Relations Internationales

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Ralph Stein, responsable de la revue anarchiste "Befreiung", de Cologne, avait été condamné en avril dernier (après un an de prison préventive), à un an-et-demi de prison pour une histoire de transport d'armes qui lui a été reprochée en dépit des témoignages contradictoires.

Ayant fait les deux-tiers de la peine, il avait été remis en liberté. Le procureur et la défense demandèrent la révision du procès, le procureur retenant le délit d'aide à malfaiteur. Finalement le procès a eu lieu les 5-7 et 9 septembre. L'accusation traitait dans l'atmosphère de l'affaire Schleyer - a demandé une peine de 2 ans 6 mois et le tribunal s'est prononcé pour un an et 6 mois. On ignore si R. Stein aura à purger cette peine supplémentaire de 6 mois.

Un des responsables d'une librairie "parallèle" de Cologne va passer en jugement dans quelques semaines : il est accusé d'avoir vendu des brochures "incitant à la violence". La loi prévoit pour ce délit une peine pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison.

Après 3 ans d'instruction aura lieu fin septembre à Nuremberg le procès de deux libraires accusés de vente de livres subversifs. En raison de la gravité (!) du cas, c'est le tribunal du Land (et non du canton) qui se prononcera, ce qui exclut toute possibilité d'appel.

Au début octobre s'ouvre à Francfort le procès de 6 membres du "Comité-conseil des prisonniers" (dont 4 sont en prison préventive depuis décembre 75) !!

Ce comité s'occupe de toutes les questions intéressant l'alimentation, l'état sanitaire et les droits des prisonniers. Parfaitement légal, il était en relation avec les directeurs des prisons et même avec les ministres de la justice de Hesse et de Bade-Wurtemberg. Et maintenant il est accusé de complicité d'association criminelle, de complicité avec les terroristes et de responsabilité du meurtre d'un gardien de prison. L'acte d'accusation comprend 119 pages et tout laisse supposer que la situation actuelle pèsera sur le verdict.

GRANDE-BRETAGNE

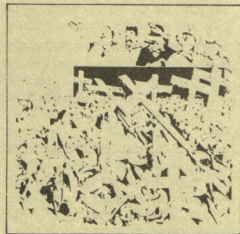
John Olday, militant anarchiste allemand est mort à Londres à l'âge de 72 ans.

En 1916, John Olday, de son vrai nom Arthur Willem Oldag, est parmi les affamés de Hambourg. En 1918-1919, il est arrêté alors qu'il participe à la révolte des marins et des ouvriers ; il est âgé de 13 ans.

En 1920, il prend part aux expropriations populaires à la suite desquelles il rejoint la jeunesse communiste pour en être après expulsé. Il combat durant le soulèvement ouvrier avorté de 1923 dans un groupe anarchiste lié aux spartakistes.

Dessinateur - caricaturiste et artiste expressionniste de talent, il publie très tôt des dessins anti-nazis. Devenu trop dangereux pour ceux-ci, il fuit en Angleterre après avoir échappé à un piège de la Gestapo en 1938. Là, il publie "Kingdom of Rags", commentaire illustré anti-nazi.

Depuis Londres et la Hollande, il coordonne de nombreux mouvements, sabotages de bateaux de munitions allemands, assassinat d'un juif renégat travaillant pour les nazis, parlementaire avec des dissidents communistes allemands à Paris, écrit un appel au sabotage destiné aux travailleurs allemands et est à la base, avec sa femme, Hilde Monte, juive allemande qui fut fusillée par les nazis, du sabotage de la brasserie de Munich qui a failli tuer Hitler.



COMBAT LIBERTAIRE INTERNATIONAL N° 2 EST PARU

Au sommaire :

- Le Mouvement anarchiste italien.
- La Guerre Révolutionnaire par M. Joyeux.
- La première Internationale en Espagne par M. Nettlau.

Lors que la guerre éclate, il refuse de travailler pour les services secrets anglais et de taire son appel à la lutte des classes. Il est jeté dans un régiment disciplinaire dont il s'échappe pour rester dans la clandestinité jusqu'en 1944. Il publie le journal anarchiste "War Commentary" et des lettres aux soldats qui circulent dans les troupes anglaises. Il travaille également avec les Industrial Workers of the World (I.W.W.) (syndicat révolutionnaire américain) qui publient dans les colonnes de leur journal, "March to Death", puissants dessins caricaturaux ainsi que des poèmes et lettres.

Arrêté en 1944, il est relâché et sort de prison en 1946 pour être de nouveau jeté dans un bataillon disciplinaire. Là, il organise les P.O.W. allemands à l'intérieur du groupe Bakpunine, direct héritier des anarchistes de 1918-1919.

A leur retour en Allemagne, ces jeunes révolutionnaires établissent des groupes dans la tradition spartakiste principalement en Allemagne de l'Est. Ils furent liquidés par les hommes de la police secrète de Staline vers la fin de l'année 48.

Relâché, John Olday travaille un temps avec Freedom puis émigre en Australie où il devient un artiste populaire des années 50. Il retourne en Allemagne dans les années 60 puis revient à Londres pour travailler avec Freedom et Black Flag.

Membre du Comité Général de Défense des I.W.W. depuis 2 ans, il publiait "Mit Teilung" (bulletin en allemand et anglais). Il eut de nombreux contacts avec des dissidents et prisonniers en Allemagne, Italie, France et Japon. Jusqu'à la fin de sa vie, John Olday conserva ces nombreuses activités.

Saluons ici le militant de toute une vie, exemple de ténacité et de volonté militante pour la révolution sociale.

Les I.W.W. publieront prochainement un recueil de dessins et de caricatures de John Olday ainsi qu'un ouvrage inédit sur le mouvement social allemand.

Le dessin reproduit dans ces colonnes illustre parfaitement l'art caustique de notre camarade. Il fut publié en pleine guerre 39-45 ! dans le journal "War Commentary".

D'après Freedom et "Industrial Worker" journal des I.W.W.)

HOLLANDE

La composition du parlement - 53 socialistes et 49 chrétiens démocrates sur un total de 150 - rend bien difficile la tâche de Den Uyl pour former un gouvernement de coalition : le 25 août il y renonça en raison du désaccord entre socialistes et démocrates-chrétiens sur la libéralisation de l'avortement. Cependant on annonçait le 3 septembre qu'une coalition : socialiste, démocrate et chrétiens-démocrates allait être réalisée sur un compromis. Le nouveau cabinet essaierait de rédiger un texte législatif sur l'avortement ; s'il échoue la question sera réglée par un vote parlementaire. La reine Juliana, dans son récent discours du trône, lors de la rentrée parlementaire, a manié la carresse et le bâton : elle a annoncé une diminution... des augmentations d'impôts et le passage de 4 à 18 % de la T.V.A. sur l'énergie (afin d'encourager les économies d'énergie). On devine qui paiera la note.

LA MODE "PUNK"

Que nos sociétés d'exploitation et de profit soient entrées dans une phase de crise profonde, qu'elles se désagrègent et craquent de toute part, les libertaires ne sont plus les seuls à le percevoir et à le crier ; depuis quelque temps déjà, certains admettent, tout comme nous, anarchistes, que le remède à cette situation ne peut pas consister en un simple changement de gouvernement, en une alternance du pouvoir entre droite et gauche, mais en une abolition de la société de classes et en la nécessité d'instaurer un socialisme autogestionnaire authentique, dont la révolte de mai-juin 1968 fut, en France, un des signes précurseurs.

Face à ce réveil de la jeunesse, à ce refus d'une société de "consommation" aliénante, à une détermination nouvelle de repousser en bloc tous les systèmes basés sur l'autorité et une certaine conception de "l'ordre moral", que ceux-ci se camouflent derrière une étiquette "libérale" ou "démocratique populaire", il fallait évidemment s'attendre à une résistance et à une riposte des "pouvoirs" : tout en utilisant la répression brutale et l'intimidation d'une main, ils tentèrent hypocritement de "récupérer" la contestation à leur profit, de l'autre. Le résultat

de ces manœuvres n'est guère probant. Le développement, depuis deux ou trois années, des luttes anti-nucléaires, anti-militaristes, écologiques, anti-hiérarchiques, est assez significatif de l'échec presque total de ces essais de "récupération".

Dans un tel contexte, comment convient-il donc de situer la soudaine irruption de cette nouvelle "mode" PUNK, venue d'Angleterre et qui commence à gagner la France ? Elle est, certes, comparable en un sens à des précédents célèbres comme les "zazous" à la Libération, puis les "blousons noirs", voire les "hippies".

Mais la comparaison ne peut s'arrêter qu'à une apparence physique et vestimentaire excentrique, car les "punks", avec leurs cheveux courts, leur visage fardé, leurs fringues à fermetures éclairs, chargées de chaînes, leurs épingles de nourrice dans les joues ou les oreilles, vont beaucoup plus loin, et se posent en "provocateurs" inquiétants et excessifs, allant jusqu'à prôner "un retour au fascisme et à l'antisémitisme". Dérision d'un goût plus que douteux, jouissance sadique à se vautrer dans la boue et dans l'ignominie ? Peut-être... et alors, ce serait l'expression d'un désespoir,

visant à dénoncer, en faisant peur, une société puante et exécrationnelle. Croient-ils donc sincèrement que c'est par le biais d'une semblable mascarade, choquante et odieuse par biens des aspects, qu'ils réussiront à ouvrir les yeux des opprimés et à leur faire prendre conscience de l'urgence d'une révolution radicale ?

D'ailleurs, est-ce bien le but poursuivi par ces pitres inconscients, qui jouent aux nazis, sous prétexte d'effrayer le "vieux monde", et qui risquent fort de se trouver pris à leur propre piège, à l'heure où, un peu partout, les sinistres partisans des régimes forts et durs n'hésitent pas à redresser la tête ? On est en droit de s'interroger.

Pour nous, anarchistes, qui nous situons résolument et depuis toujours dans la lutte SOCIALE, et à l'intérieur du MOUVEMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, il ne fait pas de doute que ces pitoyables "apprentis sorciers" ne sont que les fruits pourris d'une société en décomposition, et qu'ils font en réalité le jeu de ceux qu'ils prétendent combattre, en leur servant tout bêtement de repoussoir. Et si la farce devenait tragédie ?

Bernard LANZA

LE COMMERCE DES SUPER-STARS

L'article se vend bien sur le marché de la connerie humaine. Les trafiquants n'ont pas de mal à écouler le produit. Et je doute fort qu'ils aient recours à Gérard Nicoud pour défendre des privilèges qui leur sont plus que garantis.

Elvis Presley, de son vivant, était au plus haut point rentable... pour lui-même et pour ses supporters. Le bénéfice n'en est pas à comparer avec celui consécutif à sa mort... si touchante ! L'ancien play-boy, élégant et svelte, ayant atteint bien plus que 100 kilos, mourut d'avoir tenté de retrouver sa ligne d'antan.

Les idoles ? La foule en éprouve le besoin viscéral, tout comme elle éprouve le besoin de se raccrocher au brin d'herbe fragile de la foi en une quelconque divinité : Jésus, Sainte-Marie, Saint-Antoine, Saint-Marx, Saint-Léon, Saint-Mao, Saint-de-Gaulle... priez pour nous !

L'idole, elle vous donne une raison de vivre, de supporter l'existence ; quand on n'a pas l'audace de se comporter en être libre, de se révolter devant l'imbécillité et l'imposture du système.

A la limite, l'idolâtrie des fans d'Elvis Presley ou de Johnny est navrante, puisqu'elle est la porte fermée à toute velléité de révolte, de remise en question de soi-même et de la société ; mais, d'un certain point de vue, elle reste anodine.

Il est des super-stars autrement

dangereuses, produits de l'hypermarché du grand capital : Jésus et Hitler !

Le Galiléen a prêché l'amour, la fraternité entre les hommes. Il a dit aussi que la guerre et la pauvreté

sont des maux inévitables ! Un de ses disciples donna le définitif conseil : "Esclaves, obéissez à vos maîtres". Les béatitudes font de la souffrance, de l'humiliation, de l'injustice doucement acceptée, je traduis de la veulerie, des biens. On a fait, parfois, de Jésus-Christ, un marxiste, un hippie, voire un anarchiste avant la lettre ! Cela me fait doucement rigoler ! Son paradis "post mortem" fait se résigner les démunis de la terre. On peut, je le concède, tout trouver dans les évangiles, sauf l'aptitude à la révolution. J'ai beau dépouiller les textes : je ne vois rien, mais absolument rien de libertaire dans l'humilité dite chrétienne, dans quelque forme d'humilité que ce soit, du reste !

Et voici Adolphe Hitler, devenu la vedette du spectacle, numéro 1 ! Un Hitler "normalisé", comme ils disent ! C'est-à-dire qu'on a biflé, du trait appuyé de l'oubli, le fou responsable de la mort, et quelle mort, de millions d'êtres humains : juifs, communistes, résistants de tous bords, gitans, et même témoins de Jéovah ! Voués au massacre, à l'asphyxie, à la torture, des hommes adultes, aussi des femmes, des vieillards, des enfants, des bébés ! On ne veut plus retinir que

"la personnalité", le "génie", rien que ça, du nazi dément.

Si les jeunes n'ont pas vécu ces années-là, moi, je les ai vécues, en première loge, à Paris. Si vous avez vu le film "Les guichets du Louvre", je puis vous affirmer que les faits relatés et mis en images sont en deçà de la réalité.

La présentation, outre-Rhin, de "Hitler Super-Star", est une remarquable réussite commerciale ; le spectacle fait salles comblées ! Peut-être la tolérance bien connue de nos dirigeants introduira-t-elle en France cette super-production !

Christian Bernadac a bien démystifié la mascarade en demandant quelle caméra a fixé, pour les projeter sur nos écrans, l'intérieur des fours crématoires, les camps de la mort ?

Paul Claudel, dans son langage hermétique, hurlait qu'on se méfie des idoles ! Lui, le chrétien réac., pensait que les idoles cachent Dieu !

Mais nous, libertaires, c'est de toute idole qu'il faut se défaire ; ce sont toutes les idoles qu'il faut déboulonner de leur socle, qu'il faut abattre : messies, prêtres, mages, vedettes ou Führer. A quand la sortie de "Amin Dada Super-Star" ? ou de Massu ou de Franco ?

La société libertaire dont nous rêvons, que nous voulons, sera iconoclaste, ou elle ne sera pas.

Marie-Madeleine HERMET

L'ARMÉE FRANÇAISE EN CAMPAGNE... DE SÉDUCTION

Du 3 au 9 septembre, 196 communes d'Eure-et-Loir, à l'ouest de Chartres/Châteaudun, ont été "occupées" militairement... par l'armée. Ceci dans le cadre des "manœuvres Déméter", du nom de la déesse gréco-romaine des moissons. Pouah, poésie militaire !

En plus des manœuvres sur le terrain, avec 4.000 soldats et environ 1.000 véhicules, l'armée a procédé à une véritable campagne de séduction auprès de la population : pendant une semaine se sont succédés réceptions dans les mairies,

vins d'honneur, parades, rencontres sportives avec les "civils", présentations de matériel, projections de films...

Tous les conseils municipaux, y compris ceux de gauche, ont soutenu activement l'opération. Les journaux locaux ont contribué à cette propagande à grand coup de photos. Les populations locales, séduites ou curieuses, ont été de la "fête" : foules aux parades, accueil des troupes à domicile... Et l'armée indemnisait pour les dégâts : on n'est plus à un



gaspillage près...

Dans une lettre ouverte aux habitants de Chartres (dont le maire PS a réaffirmé son soutien à la mobilisation militaire et à la dissuasion nucléaire, l'Union Pacifiste chartraine, proposant le désarmement unilatéral, a rappelé que le dicton "si tu veux la paix, prépare la guerre" était "démenti par l'histoire (toutes les courses aux armements ont abouti à la guerre)" et que l'armée était "incapable de protéger la communauté (une vic-

time sur deux fut un civil lors de la dernière guerre)". L'appel semble avoir été peu entendu par les foules subjuguées.

Les manœuvres "Déméter" font partie d'un large plan de militarisation du pays (comme l'extension de la base aérienne de Châteaudun, le Larzac...) plan contre lequel tous les courses aux armements ont abouti à la guerre" et que l'armée était "incapable de protéger la communauté (une vic-

Jehan d'Ia Biauce.

Des matricules et des hommes

L'administration pénitentiaire a rendu public son dernier rapport sur la situation sanitaire dans ses établissements.

Soyons rassurés, les prisons françaises ne ressemblent plus à celles du Moyen-Age, la lèpre et le choléra y ont disparu depuis longtemps.

La situation sanitaire dans les prisons de nos jours, c'est, sur 17.171 détenus examinés, 14.879 (13.333 hommes et 1.546 femmes) atteints de troubles mentaux soignés à fortes doses quotidiennes de barbituriques ou de neuroleptiques procurés par les infirmeries.

La situation sanitaire dans les prisons, c'est, toujours sur 17.171 détenus examinés, 5.677 affections gastriques et 6.658 dermatoses, 234 cas de tuberculose et une augmentation importante de la syphilis.

La situation sanitaire dans les prisons, c'est, le pourrissement de 975 toxicomanes (896 hommes et 79 femmes) acculés à la mort, à l'auto-destruction, seuls entre quatre murs, l'espace nécessaire à la vie leur étant supprimé pour le seul fait d'avoir utilisé des drogues "dures" ou "douces".

Dans ce rapport est mentionné un accroissement des suicides par pendaison, auto-mutilation, absorption de toxiques. Les prisonniers portent le plus souvent atteintes à leurs jours dans les trois premiers mois qui suivent leur incarcération. Dans l'année 1975, 1.039 détenus ont refusé de s'alimenter d'un jour à plusieurs

semaines. Un immense silence entoure ces grèves de la faim de plus en plus fréquentes.

Le personnel pénitentiaire a été invité par une circulaire en date du 15 mars 1975 à porter une attention toute particulière aux détenus pendant les premiers jours de détention afin d'éviter les suicides.

Malgré cette situation sanitaire désastreuse des prisons, il y a toujours des hommes politiques et des journalistes orduriers pour clamer que les prisons sont le repère de voyous et autres oisifs vivant confortablement aux frais des honnêtes contribuables français.

La prison n'est rien d'autre qu'une immense entreprise de démolition de l'individu, une prise immédiate du pouvoir sur le corps.

Les nouveaux tortionnaires ont quitté leurs panoplies de bourreaux, déposant haches et cagoules pour créer un ministère et discuter en table ronde de nouveaux règlements, d'imposer de nouvelles disciplines pour mieux manier, domestiquer, soumettre les âmes et les corps.

Tout cela ne les empêche pas de ressortir pour les grandes occasions la machine infernale, guillotinant les criminels impopulaires.

Vu l'Etat de barbarie dans lequel nous survivons, nous sommes tous en liberté provisoire et il ne pourra y avoir d'insurrection sans la destruction de toutes les Bastilles bourgeoises ou populaires.

S. LEFORT

Chirac et le R.P.R. préparent des lendemains qui déchanteront !

Les yeux du monde de la politique sont fixés sur les divisions de la gauche et la population, avide d'un spectacle qui rompt la monotonie journalière, emboîte volontiers le pas ! C'est oublier que la politique est un tout et que le mouvement qui se produit sur une de ses ailes a des répercussions sur l'autre.

Depuis le début du siècle il a toujours existé dans ce pays une droite musclée, assez hétérogène mais possédant en son sein les hommes forts, susceptibles d'assurer la relève d'une bourgeoisie amoignée par les délices du pouvoir ou par les malheurs du temps !

Les journées parlementaires du R.P.R. qui rassemblaient tous les élus, nous ont permis de voir se dessiner les contours de la future force de frappe de la réaction. Chacun connaît la substance des parloteries qui d'ordinaire se déroulent dans ces sortes d'assemblées ? Ça vole bas ! Seules la démagogie et la bafouilleuse éloquence parlementaire, bien de chez nous, parviennent à y mettre un peu de couleurs. L'assemblée de Menton n'a pas fait mentir la tradition, même si elle nous a apporté quelque chose de plus inquiétant.

Bien sûr les orateurs chargés d'occuper la tribune et de chauffer la salle avant l'arrivée des témoins, ont employé une argumentation simpliste tournant autour des préoccupations électorales. Comme tout le monde on a parlé chômage, inflation, échange, montée des prix, sans proposer d'autres solutions que la victoire électorale de la majorité bien sûr ! Mais lorsque le tour des grands chefs fut arrivé, si le ton resta le même, le propos s'est modifié.

Le R.P.R. constitue le dernier recours, a proclamé Chirac, recours contre quoi ? Si le propos est tranchant, il n'est pas clair. Hitler aussi se servait de morceaux de phrases mal cousues entre elles et qui constituent des discours ronflants et vides ! Contre la gauche, au cas où celle-ci l'emporterait, contre Giscard et ses amis au cas où ceux-ci constitueraient la majorité dans la majorité et se laisseraient tenter par une alliance avec une fraction des socialistes ? On ne sait pas ! Mais on n'en sait pas beaucoup plus sur le programme du R.P.R. au cas où il viendrait au pouvoir. Les éclaircissements de Chirac ont constitué en une référence au Manifeste de la Majorité, dont chacun reconnaît qu'il est médiocre sur le fond et d'une extraordinaire platitude dans l'écriture.

Chirac n'est pas un aigle, il flotte dans la jaquette du général, et ses acolytes ne sont que la petite monnaie. Il a cependant

compris, ce que le Fond Monétaire International vient de nous révéler et que, pour notre part nous disons depuis longtemps ! Oul, il a enfin compris que la crise économique rendait irréversible la décadence de la société de marché. Les deux pions qu'il a alors avancés pour situer son parti sont d'une part une relance de l'économie, et d'autre part la théorie du "dernier recours" ! Cette relance économique (il en a déjà pratiqué une avec le succès que l'on sait) ne sera rien d'autre, grâce au blocage des salaires, qu'une super-prime au patronat qui investira sans augmenter son personnel ou bien fera filer ses capitaux en Suisse où ils attendront des jours meilleurs. Pour le "dernier recours" chacun sait que son heure sonne au moment où on met les libérés en berne "dans l'intérêt suprême de la Nation". Et d'ailleurs, lorsque le ton monte et que l'instant est venu de repousser les réalités derrière le décor patriotique où sont peints pêle-mêle la grandeur de la France, son rayonnement dans le monde, l'ennemi héréditaire et toutes les conneries qui ont servi cent fois, le Chirac froid, clair, menaçant et imprécis, cède la place à Debré, le barde aux accents inspirés dont la réputation repose depuis vingt ans sur une feuille que personne n'a jamais lue, qui s'appelait le Courrier de la Colère, et qui aujourd'hui est pratiquement illisible.

Debré est un cas ! Il a l'oreille de l'Assemblée Nationale tant il est vrai que ses discours brouillons tranchent sur ceux

soporifiques de ses collègues. Il passe pour être la conscience du général, encore que celui-ci, comme son successeur, l'ait tenu éloigné des affaires. Le temps ayant effacé ses échecs politiques, il peut jouer un rôle important au cas où la bourgeoisie, qui ne tient d'ailleurs pas à avoir à faire à ces spadassins et qui ne s'y résignera que faute de mieux, aurait besoin du "dernier recours" ! L'un, le Chirac, peut être le bras, l'autre, le Debré, poussé en avant comme le dépositaire des dernières volontés du gaullisme, sera la conscience. A Menton le bougre est parti en guerre contre l'Europe, contre l'Amérique, défendant une économie en circuit fermé, s'offrant et offrant à la France le gaullisme, suprême recours dans les périodes critiques.

Certes, à Menton, les préoccupations électorales étaient présentes, mais étaient également présents la fin de la cinquième République et les moyens de la remplacer de façon à ce que survive, malgré une économie difficile, la classe dirigeante du pays. Au bras séculaire de Chirac, au verbe torrentiel de Debré, il fallait la culture traditionnelle que le fascisme écrase dans la masse, quitte à la mettre en relief lorsqu'elle est le privilège de l'élite. Pour cette œuvre pie, on a trouvé Peyrefitte, effacé depuis quelque temps et qu'on a brusquement poussé pour la circonstance au rôle de troisième violon !

A Menton, le danger s'est desiné ! Bien sûr parmi tous ces parlementaires médiocres, beaucoup se défendraient d'être des fascistes en puissance. Mais supprimez la pâte à l'animal le plus pacifique, il devient enragé. Chacun sait d'ailleurs que pour constituer un "dernier recours", il suffit d'un coupe-jarret, d'un prophète, d'un fou, le tout entouré d'innombrables imbéciles. Et à tous les coups le mélange prend !

A Menton, Chirac et sa clique ont préparé au peuple des lendemains qui risquent de déchanter et le peuple devrait bien être vigilant !

Maurice JOYEUX

LE TERRORISME EN R.F.A.

Les actes terroristes imputés aux "noyaux durs" du groupe Baader-Meinhoff se sont multipliés : meurtre du procureur fédéral Buback, le 7 avril, meurtre du banquier Ponto, le 30 juillet, attentat manqué au lance-roquettes (histoire bien rocambolesque...) contre le successeur de Buback, le 25 août, enfin l'enlèvement de Schleyer - le patron des patrons ! - et le meurtre de ses gardes du corps.

La presse française a abondamment commenté l'affaire Schleyer, mais semble avoir renoncé à accoler l'épithète d'anarchiste au terrorisme de la "fraction de l'armée rouge" (R.A.F.). Quant au gouvernement français, il vient d'assurer le chancelier Schmidt que "la France mettra tout en œuvre pour appuyer l'action des autorités allemandes".

Le sort des Buback et des Schleyer laisse les anarchistes indifférents, mais ils constatent que la "guérilla urbaine" apparaît de plus en plus comme un règlement de comptes au sommet, entre états-majors. La R.A.F. n'a jamais caché son but : s'inspirant des enseignements - plus ou moins bien compris - de Lénine, Trotsky, Mao et Che Guevara et de l'exemple des Tupamaros, elle voulait secouer la passivité du prolétariat allemand par une série d'actes de guerre civile. Le terrorisme entraînerait la répression. L'Etat devenant de plus en plus policier, il y aurait une réaction populaire de plus en plus forte... et tous les espoirs seraient permis pour le noyau de révolutionnaires professionnels. Stratégie enfantine de théoriciens fanatiques qui ne comprennent pas que le terrorisme n'est efficace que s'appuyant sur une agitation populaire, une vague de grèves et des affrontements entre la classe ouvrière et les forces de l'Etat.

L'allemand moyen, manipulé par la presse et la télévision, affolé par le déploiement de forces policières, se croit directement menacé par le groupe Baader-Meinhoff et voit dans le terrorisme l'ennemi public numéro 1. Raids de police et perquisitions se multiplient. On fait appel à la collaboration des bons citoyens... et les dénonciations affluent. Un récent sondage de l'institut EMNID (de Bielefeld) vient de donner les résultats suivants : 78 % trouvent trop "mou" le gouvernement - 60 % estiment que le gouvernement ne doit pas libérer les terroristes pour sauver la vie des otages - 67 % souhaitent le rétablissement de la peine de mort pour châtier les terroristes. A l'isolement rigoureux pour les détenus politiques, à la restriction des droits des défenseurs, vont s'ajouter toute une série de mesures limitant les libertés, qui seront adoptées dans un tel climat d'hystérie.

Les anarchistes constatent une fois de plus la faillite de ces groupes, issus du léninisme, qui veulent par la violence s'emparer du pouvoir et de l'Etat... pour instaurer une nouvelle dictature, une nouvelle armée, une nouvelle police, un nouvel Etat. Oh ! Certes, quelle que soit l'issue de l'affaire Schleyer - et à la date du 1er octobre, elle reste incertaine - le gouvernement Schmidt ne s'en relèvera pas. Mais sans qu'il y ait de sursaut populaire, il sera remplacé par un gouvernement fort et un Etat plus policier, plus fascisant. Le courage et l'esprit de sacrifice des membres de la R.A.F. ne suffisent pas à nos yeux, pour excuser leur inconscience politique.

Jean BARRUE

LA DÉPRIME

De toutes parts des propos alarmistes agitent le monde des mass-média. Où en sera l'économie en mars 1978 ? Est-ce que la politique gouvernementale mènera la majorité au succès alors qu'on assiste toujours à une montée inexorable du chômage, malgré les pseudo-mesures du patronat en faveur de l'emploi, et que l'inflation reste à un niveau élevé ? Le blocage des salaires n'y a rien fait, ce qui prouve, par ailleurs, que l'inflation a des causes beaucoup plus sérieuses dont les tenants du système nous cachent les véritables ressorts.

Progressivement, les appareils politiques mettent en place leur artillerie électorale. Toute cette "gymnastique" pré-électorale est trop connue pour nous étonner. Une fois de plus la boucle sera bouclée et à nouveau la population laborieuse sera victime d'un marché de dupes.

Dans un silence complice, les partis de la majorité suivent avec attention ce qui se passe à gauche, regrettant sans doute que cette dernière n'en soit pas à son dernier rôle. Mais, derrière une unité de façade pour le moins fragile, le dernier éclat de J.J.S.S. atteste qu'une lutte sourde d'intérêts divise la coalition gouvernementale. Au-delà des rivalités de personnes, cette unité cache mal les divergences d'appréciation qui subsistent à l'intérieur des clans de la bourgeoisie et du monde patronal, et qui concernent les modalités de fonctionnement du système économique dont la crise qu'il subit attende aux privilèges et aux situations de rente qu'ils possèdent.

Cette unité entre gens de la majorité imposée par les circonstances avant même qu'éclatent les divisions au sein de l'opposition - peut-on parler d'une erreur

d'analyse du R.P.R. ? - peut encore basculer malgré les propos apaisants de Chirac aux journées de son parti si, ce qui semble peu probable, des modifications politiques et sociales importantes surgissent d'ici le mois de mars.

La gauche, quant à elle, a bien du mal à surmonter ses propres contradictions. Comme la majorité, les partis d'opposition ne peuvent faire converger des intérêts qui divergent de par leur stratégie électorale spécifique. Derrière le débat en compte d'apothicaire qui prévaut à la une des organes d'information, il reste l'attitude intransigeante des uns et des autres, chacun n'entendant pas se faire piéger dans un processus qu'il ne pourrait pas assimiler. Le niveau de leurs dissensions les situe à un point de non-retour, ce qui les obligera à rechercher un compromis acceptable ne remettant pas en cause l'esprit des grandes orientations signées en 1972. Rien d'étonnant non plus que, dans ce contexte difficile de négociations, chacun cherche l'appui

d'organisations extérieures pour faire pression sur les autres partenaires, et que, par organisations syndicales interposées, les partis de gauche dansent un étrange ballet dont le mouvement ouvrier n'a rien à gagner sinon un discrédit supplémentaire.

La querelle de savoir s'il faut un petit peu plus de ça ou un peu moins d'autre chose est pour nous, libertaires, un faux problème. Les trois partenaires sont au moins d'accord sur un point : faire l'économie d'une révolution. Si les socialistes veulent corriger "sans excès", dira Jacques Delors, les tares du système capitaliste, et les communistes simplement pousser un peu plus loin le train des mesures réformatrices, cela semble de bon ton, tout juste de quoi effrayer un instant le petit rentier obtus et conservateur.

Les propositions de la gauche même modifiées selon les vœux du parti communiste, dont l'attitude laisse supposer qu'il tente de s'assurer une sortie honorable en

cas d'échec d'un éventuel gouvernement de gauche, ne sont pas les solutions adéquates pour résorber la crise qui perturbe les nations du monde et modifier de façon durable et hardie ces économies d'exploitation de l'homme par l'homme. Nationaliser n'est pas la panacée tout comme réduire la hiérarchie des rémunérations n'est pas supprimer les inégalités et les classes qui en découlent.

A droite comme à gauche, c'est la grande déprime, la fausse espérance d'un monde meilleur pour demain comme si, subitement, les aéroplanes politiques par trop habitués à se vautrer dans les fauteuils du pouvoir ou à guetter la place vacante, pourraient d'un seul coup faire œuvre d'originalité et d'utilité publique, c'est-à-dire résoudre les vrais problèmes des travailleurs et satisfaire leur aspiration légitime à la liberté et à l'égalité économique. Tel est, en tout cas, le sens et la finalité qui conduit notre action libertaire.

Roland BOSDEVEIX

l'hebdo...abonnez vous...soucrivez pour l'hebdo...abonnez vous...soucrivez pour l'